

# BULLETIN

## DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

**Paraissant tous les Dimanches.**

**Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :**

Pour la Suisse, fr. 4.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

**Abonnements pour le semestre juillet-décembre 1873 :**

Allemagne, fr. 5»30. — Amérique, fr. 8. — Angleterre, fr. 6»60. — Belgique, fr. 5»30. — Espagne, 6»60. — France, fr. 20. — Hollande, fr. 6»10. — Italie, fr. 4»80.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 3 AOUT 1873.

**Les moeurs socialistes (1).**

Quels peuvent être les moyens de remédier à l'état de choses que nous avons signalé dans notre article sur les moeurs ouvrières.

En première ligne, les socialistes doivent s'occuper de leur propre réforme morale individuelle. Chacun de nous doit travailler à être l'incarnation vivante de l'idée socialiste, et chercher à réaliser en pratique cette idée dans toutes les actions de sa vie. Combien peu encore nous sommes de vrais socialistes, pratiquant ce que nous pensons ! Combien nous nous laissons entraîner par le courant, au lieu d'être avant tout nous-mêmes ! Combien de concessions nous faisons aux préjugés régnants !

La réalisation d'une grande œuvre demande des caractères forts, des cœurs généreux, des intelligences saines. Que faisons-nous, chacun individuellement, pour nous rendre dignes de servir la cause que nous défendons ? Avouons-le : chez nous aussi, socialistes, l'influence des moeurs funestes que nous avons constatées est profonde, et nous ne travaillons pas assez à nous en affranchir.

On se plaint de n'avoir pas le temps d'étudier, d'assister aux réunions, — et combien d'heures consacrées à la noce ?

On se plaint des sacrifices financiers que demande la cause, — et combien de chopines boit-on de trop ?

On se plaint des préjugés généraux qui para-

lysent notre œuvre, — et ces préjugés, nous n'avons pas le courage de les battre en brèche, nous les subissons, quelquefois nous les respectons !

Nous manquons d'esprit d'étude et d'esprit de sacrifice, nous manquons de fermeté de caractère. Nous confondons encore trop la *blague* socialiste et révolutionnaire avec la passion réelle et profonde qui pénètre toute l'existence. Lorsqu'en paroles on a mangé un peu de bourgeois, on se ren gorge et on croit que tout est dit, que c'est là le socialisme.

Non, nous ne serons de véritables socialistes, que lorsque notre pensée, notre cœur, notre caractère, toutes les actions de notre vie seront pénétrés du principe socialiste.

C'est à ce travail individuel, à cette transformation de chacun de nous, que nous devons en premier lieu nous consacrer, si nous voulons que le socialisme pénètre réellement dans nos mœurs.

Mais cette action doit être élargie et s'exercer aussi dans la famille. Quel immense travail n'avons-nous pas à faire sous ce rapport ? Le foyer domestique ne doit pas être une chaîne, mais un anoblissement de l'existence ; il faut pour cela arriver à ce que l'intelligence et le cœur de tous les êtres qui composent la famille soient en communauté de pensée, de sentiments et d'action. C'est ainsi que nous arracherons la femme et l'enfant à l'influence malfaisante des sectes religieuses et des préjugés régnants. La génération qui suivra sera plus forte, plus saine, plus intelligente, et nous trouverons dans nos compagnes, non plus des servantes dociles, mais des amies intelligentes qui partageront nos espérances et sauront nous encourager dans la lutte pour la revendication de nos droits.

Ce n'est pas tout. Que tous ceux qui sont sin-

(1) Cet article, comme celui auquel il sert de complément, est tiré d'un travail présenté au Cercle d'études sociales de Sonvillier.

cèremen<sup>t</sup> socialistes se tendent la main et cherchent à réaliser collectivement ce que chacun fait déjà individuellement; appuyés l'un sur l'autre, nous serons plus forts, l'accomplissement de notre tâche sera plus facile; et dans chaque localité, ce noyau de socialistes, solidaires les uns des autres et se soutenant fraternellement dans la ligne de conduite commune, sera un enseignement vivant pour tous.

Enfin, chacun de nous doit encore travailler dans le sein de sa corporation, qu'elle soit ou non adhérente à l'Internationale, de façon à ce que les principes socialistes pénètrent d'une façon réelle dans toutes nos sociétés ouvrières. Si dans les questions d'organisation pratique, nous devons agir avec circonspection pour ne pas commettre d'erreurs, ce qui est toujours fatal, nous devons en même temps faire toujours preuve de la plus grande fermeté dans le maintien de nos principes. Rappelons-nous que les concessions n'ont jamais d'autre résultat que de démoraliser ceux qui les font. Haut et ferme, donc, le drapeau du socialisme révolutionnaire.



La *Tribune du peuple*, organe de la Jeunesse libérale du Jura, veut bien s'occuper de notre article sur les mœurs ouvrières. Elle est d'accord avec nous sur le fait de la démoralisation que nous avons signalée; mais elle propose aux ouvriers un étrange remède: « Que les ouvriers, dit-elle, s'occupent activement des affaires de l'Etat, qui sont les leurs propres, et ils se formeront à la pratique des devoirs sociaux et des vertus domestiques! »

O profonde science sociale des candidats à la députation! — « Votez, votez pour nous, ouvriers, » s'écrient-ils, « c'est la panacée universelle. Votez pour nous, et vous serez libres, vertueux et heureux! »

Le même numéro de la *Tribune* rend compte de la fête d'inauguration du *Cercle démocratique* de Courte-lary. Ce cercle est destiné à fournir aux ouvriers « une fontaine où viendront se désaltérer ceux qui auront soif de la vie politique, » et on espère que des succursales de ce patriotique établissement seront bientôt installées dans toutes les localités du Val de St-Imier,

Voyons donc quelles sont les eaux vives que la « fontaine » de Courtelary offre au peuple altéré? La simple énumération de la qualité des orateurs qui ont pris la parole à la fête d'inauguration va nous édifier sur la qualité du breuvage politique.

Les orateurs étaient : M. le préfet du district, M. le président du Tribunal, M. le procureur du gouvernement, et trois avocats!



Un détail :

La *Tribune* recommande dans chaque numéro à ses abonnés la lecture de la *Tagwacht*.

La *Tagwacht*, de son côté, dans la liste qu'elle donne chaque semaine des journaux socialistes (?), n'en men-

tionne qu'un seul de langue française. Et quel est cet heureux privilégié, qui seul trouve grâce devant ces excellents internationaux Zurichois? Ce n'est ni la *Liberté de Bruxelles*, ni la *Solidarité révolutionnaire* de Barcelone, ni l'*Internationale*, ni le *Mirabeau*, ni surtout notre *Bulletin*. Tout cela, pour la *Tagwacht*, n'existe pas ou n'est pas socialiste. L'heureux privilégié, c'est la *Tribune du peuple*!

Hélas!

## Nécrologie.

### Briosne.

Genève, le 20 juillet 1873.

Compagnons,

La mort vient de faucher dans nos rangs un des plus dévoués à la cause du prolétariat.

Au milieu des fêtes que prépare Genève pour la réception d'un monarque asiatique, les journaux de Paris ont appris aux proscrits de la Commune que le citoyen Briosne venait de s'éteindre dans une commune des environs de la grande ville.

Laissez-moi dire ici quelques mots sur cet infatigable et hardi lutteur que la bourgeoisie aura désormais la joie de ne plus voir se dresser devant elle.

De tous ceux qui prirent part au réveil du socialisme militant, dans les réunions publiques à Paris, sous les dernières années de l'empire, Briosne fut sans conteste le seul qui méritât réellement le titre d'orateur.

Ce n'est pas sans doute qu'il faille donner à cette qualité, souvent si nulle, plus de place qu'il ne convient, mais lorsqu'on songe au caractère tout spécialement artiste de la population au milieu de laquelle se rouvriraient, après vingt ans de compression et de silence, les réunions publiques, et à la nature si aride parfois des questions qui y furent traitées; lorsqu'on songe à la difficulté qu'il y avait d'intéresser l'auditoire à des discussions auxquelles son esprit n'était plus accoutumé, on ne peut méconnaître l'importance considérable qu'y devait nécessairement prendre l'art de bien dire.

Or cet art, Briosne le possédait à un tel degré que les adversaires du socialisme osèrent rarement s'aventurer à le venir combattre.

Seuls, les socialistes de nuances différentes pouvaient lutter contre lui, non d'éloquence, mais d'argumentation souvent plus juste et plus serrée. Mais il n'en était pas moins aimé de tous, parce que chacun sentait en lui l'homme réellement convaincu et dévoué à la vulgarisation des idées sans la compréhension desquelles nulle révolution ne pourra aboutir désormais.

Briosne fut un de ceux qui, dans les réunions publiques, s'attachèrent à faire comprendre aux travailleurs le néant absolu de la phraséologie si chère au parti républicain bourgeois et qui cherchèrent à détourner ces mêmes travailleurs de leur enthousiasme trop facile, hélas! pour les personnalités politiques constituant alors l'opposition parlementaire.

L'expérience épouvantable à laquelle nous assistons depuis le 4 septembre, grâce à l'avènement au pouvoir des Jules Favre et consorts, n'a que trop démontré depuis la justesse des sombres prévisions que ces hommes inspiraient alors à Briosne et à d'autres de nos amis!

Aussi le parti républicain bourgeois — plus ou moins radical — ne ménagea pas, à Briosne entr'autres, les plus ignobles calomnies. A peine l'empire était-il tombé que des agents soudoyés par le gouvernement dit de la défense nationale, annonçaient dans différents clubs

populaires qu'on avait enfin les preuves indéniables des rapports qu'avaient eus avec la police impériale les citoyens Briosne, Vallès, Vermorel et Gaillard. Mis en demeure de publier ces prétendues preuves, les misérables qui avaient colporté ces infamies furent désavoués par leurs non moins misérables patrons, qui furent contraints de s'infliger à eux-mêmes un officiel et complet démenti.

Néanmoins ces accusations publiques faillirent amener la mort immédiate de Briosne. Cloué sur son lit par l'horrible phthisie qu'avait déterminée une longue suite de misères et de privations, Briosne, en apprenant ces infamies, fut pris de vomissements de sang d'une telle violence qu'on le crut alors perdu.

Grâce pourtant à son énergie, il résista encore, mais il ne put reprendre depuis le rôle actif que ses aptitudes variées et son tempérament ardent lui eussent assigné sous la Commune, dont il ne fit malheureusement pas partie au début et dans laquelle il refusa de figurer, après les élections complémentaires, pour des motifs que j'approuvai pleinement alors, mais qui demanderaient trop de développements pour que je les puissse indiquer ici.

Je ne le revis plus depuis cette époque.

Pauvre Briosne ! combien durent hâter ta fin les monstrueuses atrocités dont la plupart de tes anciens amis furent l'objet, de par la lâcheté de la bourgeoisie républicaine !

Et cependant, si cet amer et sanglant souvenir est venu parfois troubler les dernières heures de ta douloreuse existence, tu as dû mourir du moins avec cette conviction, résultant des événements mêmes, que l'heure a sonné pour la chute de cette bourgeoisie impuissante par toute l'Europe à rien constituer de durable et que le temps est proche du triomphe des travailleurs par l'Égalité !

Plus heureux que ceux qui sont tombés sous les balles versaillaises, au milieu des vociférations d'une foule hébétée de terreur ; plus heureux que notre pauvre Varlin et tant d'autres de nos infortunés amis, tu as pu mourir sans désespérer.

G. LEFRANÇAIS.

## Nouvelles de l'Extérieur.

### Espagne.

Les choses ont considérablement changé de tournure en Espagne. Le mouvement, de populaire qu'il était au début, est devenu militaire ; des généraux, des députés se sont offerts aux insurgés comme chefs ; ils ont été acceptés, et ils s'occupent, paraît-il, à constituer un nouveau gouvernement en opposition à celui de Madrid. Si la révolution espagnole reste dans cette voie, elle est perdue ; mais nous avons l'espoir que l'instinct populaire reprendra le dessus, et que l'influence de l'Internationale sera plus forte que celle des *intransigents* politiques.

La Prusse et l'Angleterre se mettent de la partie, et ont envoyé des navires devant Carthagène. D'autre part, don Carlos fait des démarches pour obtenir des puissances sa reconnaissance comme belligérant. La situation devient de plus en plus compliquée, et les nouvelles contradictoires se croisent et s'enchevêtrent si bien, qu'une appréciation faite sur les dépêches de la veille, risque de ne plus avoir de sens le lendemain.

Nous pouvons cependant donner maintenant des renseignements exacts sur la situation de Barcelone et expliquer cette apathie apparente qui nous avait paru si étrange. Les troupes dont nous avions parlé et que le gouvernement avait retirées de la ville n'étaient pas

des troupes régulières : c'étaient les bataillons de la milice, formés précisément des éléments les plus révolutionnaires. Et ainsi leur éloignement de Barcelone a pu être envisagé à juste titre comme un triomphe de la réaction. Mais pourquoi ces bataillons ont-ils consenti à partir ? Voici ce qui s'est passé :

Après la destruction du corps d'armée de Cabrinetty par les carlistes, il y a quelque temps, Barcelone fut prise de panique, croyant déjà voir à ses portes les sicaires du trône et de l'autel. Le gouvernement se hâta de profiter de cette disposition des esprits, et décréta la mobilisation des milices de Barcelone et leur envoi contre les carlistes. Quel était le but du gouvernement ? Il était double : d'abord, si les milices de Barcelone venaient prendre la place des troupes régulières que jusqu'alors on avait employées contre les carlistes, ces troupes devenaient disponibles, et le gouvernement pouvait les envoyer contre les insurgés socialistes du Midi ; en second lieu, on avait l'espoir que les carlistes écharperaient les milices populaires et débarrasseraient d'elles le gouvernement.

Les révolutionnaires de Barcelone comprirent très bien cette tactique de Messieurs de Madrid ; aussi firent-ils, dans leurs bataillons respectifs, de grands efforts pour les empêcher de partir. Malheureusement, à ce moment, quelques ouvriers, très influents sur leurs camarades et qui jusqu'alors avaient affiché un socialisme très radical, se rallièrent au gouvernement et se prononcèrent hautement pour le départ des bataillons. La majorité des bataillons se décida ainsi à partir, et la minorité se vit forcée de suivre le courant. — Du moins essaya-t-on d'imposer, avant le départ des milices, certaines conditions au gouvernement : ainsi les forts d'Atarazanas et de Monjuich, qui dominent Barcelone, devaient être remis entre les mains du peuple ; les réactionnaires, dans l'intérieur de la ville, devaient être désarmés, et le gouvernement devait s'engager à ne pas envoyer contre les insurgés socialistes les troupes que les milices de Barcelone allaient relever de leur poste.

Il fut répondu au peuple qu'on référerait de tout cela au gouvernement. Le peuple se contenta de cette réponse, les bataillons de milices partirent — et le tour se trouva joué.

Cependant, que nos amis de Barcelone ne perdent pas courage. Dans la grande révolution française, après les premières victoires du peuple, après la prise de la Bastille et les journées d'octobre, vient le massacre du Champ-de-Mars et le triomphe momentané de la bourgeoisie réactionnaire, triomphe suivi d'un véritable régime de terreur ; ce qui n'a pas empêché le peuple de prendre sa revanche à la bataille du 10 août.

La commission fédérale de l'Internationale espagnole vient de publier le récit vérifique des événements d'Alcoy. Nous le résumons ci-dessous :

Une grève générale avait été déclarée par tous les ouvriers, qui demandaient une augmentation de salaire et une réduction d'heures de travail. L'alcade donna aux ouvriers l'assurance qu'il resterait entièrement neutre, afin que les ouvriers et les patrons pussent s'entendre en toute liberté.

Mais le même jour, après une conférence avec quelques fabricants, l'alcade publia une affiche dans laquelle il insultait et calomniait les ouvriers, et, se rangeant du parti des fabricants, détruisait le droit et la liberté des grévistes et provoquait un conflit.

Les ouvriers d'Alcoy, surpris et indignés, nommèrent une commission qui fut chargée d'aller à la municipalité pour lui déclarer que, puisqu'elle ne voulait pas garder la neutralité promise, le peuple attendait d'elle qu'elle donnât sa démission.

La démarche faite par la commission auprès de la municipalité fut inutile ; et au moment où les membres de cette commission sortaient de l'hôtel de ville, les agents de l'autorité firent une décharge qui tua ou

blessa plusieurs ouvriers qui passaient paisiblement sur la place de la République.

Les provocateurs, en possession des points stratégiques de cette place, continuèrent un feu meurtrier contre le peuple désarmé, qui, se voyant dans la nécessité d'opposer la force à la force, courut aux armes pour repousser cette brutale agression.

La lutte dura vingt heures. Elle coûta la vie à une dizaine d'ouvriers. Quant aux provocateurs, le nombre de leurs morts ne s'élève pas à plus de quinze, tous tués pendant le combat; car après que les maisons où ils s'étaient retranchés eurent été prises d'assaut, il ne fut pas fait le moindre mal à aucun des défenseurs de l'autorité.

Cinq ou six maisons durent être brûlées pour en déloger l'ennemi qui de là dirigeait un feu nourri sur le peuple.

L'alcade ayant annoncé qu'il se rendait, quelques ouvriers vouirent pénétrer dans l'hôtel de ville, mais ce n'était qu'un piège, et les ouvriers qui avaient eu confiance dans la parole de l'alcade furent massacrés par ses agents; toutefois, ce magistrat n'aurait pas été victime de la juste indignation populaire si, lorsqu'il se vit au pouvoir des travailleurs, il n'avait pas fait feu deux fois de son revolver sur ceux qui le gardaient.

Quant aux horribles inventions de la presse bourgeois, qui parlent de sang versé à flots par le balcon, d'hommes baignés dans le pétrole et brûlés vifs, de têtes coupées et portées par les rues, de jeunes filles violées, etc., nous les renvoyons à leurs misérables auteurs.

Qu'on se le rappelle, et que cette leçon profite à tous: ces travailleurs, que les républicains fédéraux appellent aujourd'hui *vandales et assassins*, étaient jadis adulés et excités à la révolte par ces mêmes républicains, lorsqu'ils espéraient tirer de la révolution un profit personnel. Ce sont les républicains qui ont enseigné aux ouvriers que lorsque le gouvernement foule aux pieds les droits du peuple, l'insurrection est le plus sacré des devoirs; il est vrai que dans ce temps-là, le gouvernement c'était Sagasta; et qu'aujourd'hui le gouvernement c'est vous, républicains menteurs et trahisseurs à la liberté. Ces travailleurs que vous insultez et que vous fusillez, vous les appeliez jadis « la portion la plus pure de la société: » mais alors vous aviez l'estomac vide, et aujourd'hui vous avez le ventre plein.

Peuple, cet enseignement te coûte cher; que du moins il te profite.

### Belgique.

La Fédération belge va tenir, pour la troisième fois depuis le commencement de l'année, son Congrès régional. Cette fois il aura lieu à Anvers, dans ce pays flamand que les politiciens du *Demokraters Bond* avaient essayé de soustraire à l'influence de l'Internationale. Les délégués se réuniront les 15 et 16 août, avec l'ordre du jour suivant:

- 1<sup>o</sup> Programme du socialisme révolutionnaire.
- 2<sup>o</sup> Les impôts.
- 3<sup>o</sup> Les services publics.
- 4<sup>o</sup> Révision du règlement de la fédération belge.
- 5<sup>o</sup> S'il y a lieu d'insérer dans le journal l'*Internationale* tous les règlements qu'il plaira aux diverses corporations d'envoyer à la rédaction.
- 6<sup>o</sup> De la nécessité d'avoir un membre indépendant dans le bassin de Charleroi, qui serait rétribué par toute la Fédération belge, afin de pouvoir faire une propagande active et à l'abri des taquineries des patrons.

Nous avons reçu les premiers numéros d'un nouveau journal socialiste révolutionnaire, l'*Ami du peuple*, qui se publie à Liège. Il a repris le titre du journal de Marat, c'est d'un bon augure. Nous lui souhaitons un plein succès auprès des travailleurs du bassin de Liège.

### Hollande.

Amsterdam, 22 juillet. (Corresp. particulière du *Bulletin*.) — Ayant lu dans le n° 14 du *Bulletin de la Fédération jurassienne* que décidément le Congrès général aura lieu à Genève, je crois utile de vous dire à quel point nous en sommes pour l'envoi d'un délégué.

Notre Conseil fédéral a fait demander aux sections les moyens de trouver la somme nécessaire pour les frais de voyage. La section d'Utrecht a répondu qu'elle ne pouvait rien faire, parce qu'elle avait dépensé tous ses fonds disponibles pour faire de la propagande. Les sections de Rotterdam et de la Haye ne sont pas bien fortes, et il n'y a pas à attendre d'elles un grand appui financier. Reste la section d'Amsterdam, qui fera tout son possible. Nous faisons circuler des listes parmi nos adhérents, pour augmenter nos ressources par des dons volontaires; mais la grève des cigariers nous a coûté et nous coûte continuellement encore beaucoup de sacrifices, ensorte qu'il ne faut pas compter sur une souscription bien forte. En résumé, nous ne pouvons pas encore affirmer d'une manière positive que la Fédération hollandaise enverra un délégué au Congrès de Genève.

L'Internationale, à ce qu'il semble, n'est pas destinée à prendre de grandes proportions dans notre pays. Bon nombre d'ouvriers sont d'accord avec nos principes, mais ils ne voient pas la nécessité d'une organisation internationale.

Vous avez parlé, dans un de vos numéros, d'une nouvelle Société, *Nord- en Zuid Nederlandsche Demokraters Bond*, qui a été fondée ici le jour de Pentecôte, et à laquelle la section internationale d'Utrecht (qui ne compte que 25 membres) avait adhéré en bloc. Cette nouvelle Société est déjà mourante, et sa mort sera encore hâtée maintenant que son organe *Het Vrije Volk*, journal hebdomadaire publié à Anvers, a cessé de paraître.

Pour mon compte, quand je vois tout ce qui passe sur le terrain du mouvement ouvrier, je suis convaincu qu'un choc, une lutte sanglante est inévitable; l'histoire en mains, on pourrait dire que c'est le meilleur moyen de faire entendre raison; mais certainement il faut tout d'abord faire de la propagande pour nos idées, et pour l'accomplissement de ce travail de propagande, la meilleure organisation me paraît celle de sections et fédérations complètement libres, au lieu d'une centralisation du pouvoir. Et nous avons encore à travailler beaucoup, car on voit que dans certains pays, les ouvriers eux-mêmes ne veulent pas d'une réforme sociale et radicale: ils croient appartenir à une classe inférieure d'hommes, née pour obéir à des maîtres.

Je vous écrirai encore dans le cas où un délégué de nous viendra au Congrès. Qui sait quelles choses peuvent se passer encore d'ici jusqu'à la fin d'août, en Espagne!

### Fédération jurassienne.

C'est aujourd'hui qu'a lieu la réunion des sections du Jura bernois à Undervillier. Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

L'Union des sections internationales du district de Courtelary a décidé d'envoyer à frais communs un délégué au Congrès général de Genève.